

## Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour juin 2004

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence  
de la vie des entreprises de la capitale

### RESULTATS DE JUIN 2004

**Un bilan positif pour l'économie parisienne :**  
**Hausse des créations d'entreprises : 16,96%**  
**Hausse des investissements des entreprises : +4,99%**  
**Jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires : stables**

### TABLEAU DE BORD MENSUEL : Indicateurs clés de l'économie parisienne en juin 2004

**EVALUATION de la QUALITE du SERVICE GREFFE – juin 2004**  
**130 entrepreneurs ont été accueillis par le greffe en juin. Ces actions d' « écoute clients »  
sont mises en œuvre dans le cadre de la démarche qualité menée par le greffe**  
**Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce : 1,1 jour \***

Indicateur de variation juin 2003 / juin 2004	En hausse	En baisse	Stable
Stock d'entreprises parisiennes	+1,00%		
Les immatriculations d'entreprises	+16,96%		
Les immatriculations de SARL à libre capital social*	+16,90%		
L'endettement fiscal des entreprises		-43,36%	
Les investissements des entreprises	+4,99%		
Les requêtes en injonction de payer	+57,03%		
Les ouvertures de procédures collectives (redressements et liquidations judiciaires)			0%



**Le commentaire de Pascal BEDER,  
greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

**Un bilan positif pour l'économie parisienne en juin 2004.** « Avec une majorité d'indicateurs positifs, l'économie parisienne affiche un bilan satisfaisant en juin. Portées par les créations de SARL à libre capital social (1), les immatriculations au Registre du commerce et des sociétés augmentent de +16,97% par rapport à juin 2003. Au total, 16 867 nouvelles entreprises sont nées à Paris au premier semestre 2004, soit une hausse de +14,41% au regard de la même période en 2003. A l'instar du mois dernier, le greffe observe que les nouveaux entrepreneurs ont été plus nombreux à se voir accorder un prêt bancaire, soit +5% au regard de juin 2003, et +19,5% au regard du 1<sup>er</sup> semestre 2003. Ces indicateurs favorables s'accompagnent d'une stabilité des jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires prononcés par le Tribunal de commerce de Paris, et d'une baisse de l'endettement fiscal des entrepreneurs, déclaré par le Trésor public auprès du greffe. »

**Le greffe du Tribunal de commerce de Paris obtient la certification ISO 9001.** Guidé par un objectif constant de qualité au service des entreprises, le greffe vient de voir ses efforts récompensés par l'obtention de la certification ISO 9001 (version 2000). Dans le cadre de la démarche qualité qu'il a entreprise, le greffe s'engage à améliorer la satisfaction de ses clients en termes d'accueil et de délais. En juin 2004, les nouvelles entreprises ont été immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 1,1 jour franc ouvrable (2).

- (1) La Loi pour l'Initiative économique du 1<sup>er</sup> août 2003 offre aux créateurs d'entreprises la faculté de constituer une sarl à capital social libre.
- (2) La loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable (cet indicateur se définit ainsi : jour n+1 jusqu'à minuit).



## IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES : LA TENDANCE DU MOIS

**En hausse : +16,96% en juin 2004 par rapport à juin 2003**  
**- Immatriculations de SARL à libre capital : +16,9% par rapport à mai 2004**

En juin 2004, la création d'entreprises à Paris s'est révélée très dynamique, avec 2 855 nouvelles immatriculations au Registre du commerce, soit +16,96% par rapport à juin 2003. Initiée dès août 2003 (1), cette tendance à la hausse s'est confirmée tout au long de l'année 2004. Cette année, 16 867 entreprises nouvelles se sont créées à Paris, soit +14,41% au regard de la même période en 2003.

Les SARL à libre capital (1) augmentent de 16,9% en juin 2004 (par rapport à mai 2004). Depuis le 1<sup>er</sup> août 2003, date d'entrée en vigueur de la Loi pour l'Initiative Economique, 3 207 SARL dotées d'un capital social inférieur à 7 500 € ont été créées, soit 19,7% de la totalité des immatriculations de SARL.

La pyramide des âges des créateurs d'entreprises de juin met en évidence une tendance déjà constatée le mois dernier, à savoir un léger rajeunissement des nouveaux entrepreneurs et une moindre proportion de femmes. En juin 2004, l'âge moyen des hommes entrepreneurs est de 43,4 ans (43,6 ans en juin 2003) et les femmes sont en moyenne âgées de 43,09 ans (43,4 en juin 2003).

### Davantage de jeunes créateurs et de « seniors » :

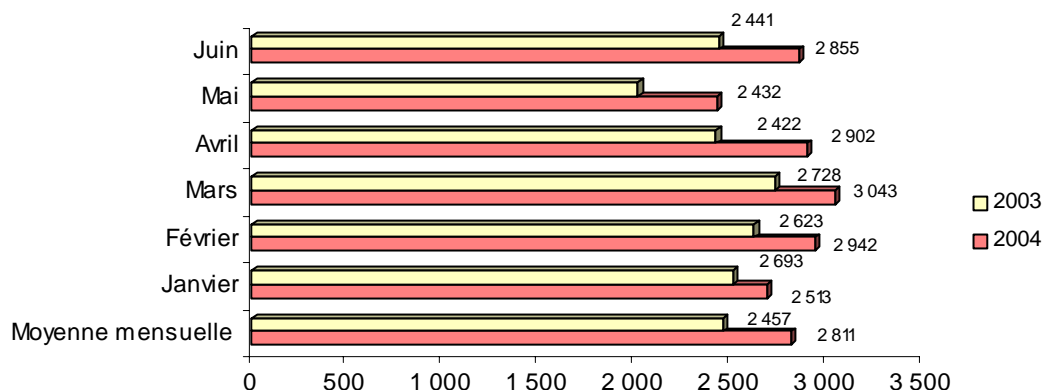
- 5,4% ont moins de 25 ans (+0,8% par rapport à juin 2003)
- 17,0% ont plus de 56 ans (+2% par rapport à juin 2003)
- la majorité des créateurs se situent dans la tranche d'âge « 36 à 55 ans », soit 52,92% (en diminution de 2,6% par rapport à juin 2003)

### Une moindre proportion de femmes entrepreneures :

- 27,6% des créateurs de juin sont des femmes (contre 30,1% en juin 2003)
- Moins nombreuses, les créatrices sont également proportionnellement plus âgées : 25,69% ont entre 46 et 55 ans (soit +7,5% par rapport à juin 2003)
- Les jeunes créatrices sont moins bien représentées : 5,08% ont moins de 25 ans (soit -2,16% par rapport à juin 2003)

(1) La Loi pour l'Initiative économique du 1<sup>er</sup> août 2003 offre aux créateurs d'entreprises la faculté de constituer une sarl à capital social libre.

Immatriculations au Registre du commerce	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>16 867</b>	<b>2 855</b>
<b>2003</b>	14 743	2 441
<b>Evolution en %</b>	<b>+14,41%</b>	<b>+16,96%</b>



## Pyramide des âges des créateurs d'entreprises en juin 2004 :

Age	%	% femmes	% hommes
Moins de 25 ans	5,40%	5,08%	4,45%
Entre 26 et 35 ans	24,61%	26,12%	26,00%
Entre 36 et 45 ans	30,97%	28,74%	29,70%
Entre 46 et 55 ans	21,95%	25,69%	24,37%
Supérieur à 56 ans	17,07%	14,37%	15,48%
<i>Age moyen</i>		<i>43,09 ans</i>	<i>43,40 ans</i>



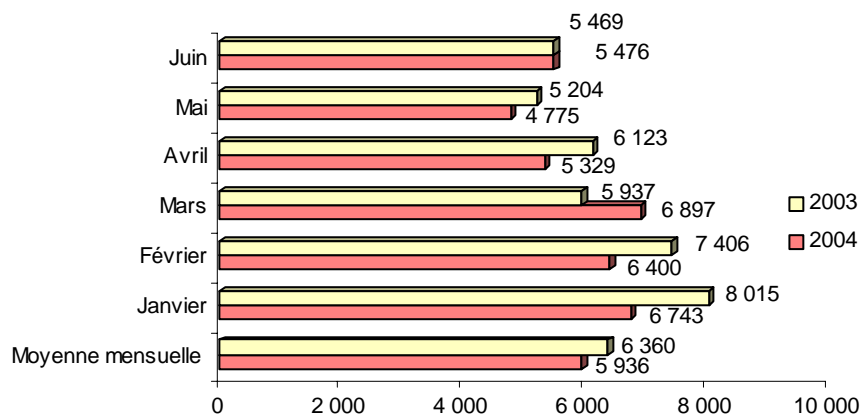
### INSCRIPTIONS MODIFICATIVES AU REGISTRE DU COMMERCE : LA TENDANCE DU MOIS

**Stables : -0,13% en juin 2004 (par rapport à juin 2003)**

En juin 2004, le Registre du Commerce a inscrit 5 469 formalités légales modificatives, soit un chiffre stable au regard de juin 2003. Au titre de 2004, ce poste présente une baisse de 6,68% par rapport à la même période en 2003.

*NB : Les inscriptions modificatives résultent d'une déclaration volontaire des dirigeants d'entreprises, qui se rendent au Registre du commerce pour déclarer des événements intervenus au sein de leur société (comme par exemple un changement de dirigeant, une augmentation du capital social, un transfert de siège social). En 2003, les dirigeants d'entreprises avaient été astreints à enregistrer auprès du greffe davantage de formalités modificatives qui leur étaient imposées par la Loi sur les Nouvelles Régulations Economiques.*

Modifications au Registre du commerce	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>35 613</b>	<b>5 469</b>
<b>2003</b>	38 161	5 476
<b>Evolution en %</b>	<b>-6,68%</b>	<b>-0,13%</b>





## RADIATIONS D'ENTREPRISES DU REGISTRE DU COMMERCE : LA TENDANCE DU MOIS

**Hausse des radiations volontaires : +8,44% en juin 2004 (par rapport à juin 2003)**  
**Baisse des radiations d'office : -32,63% (par rapport à juin 2003)**

En juin 2004, 758 dirigeants se sont présentés au greffe faire radier leur entreprise du Registre du commerce, soit une hausse de 8,44% par rapport à juin 2003. En 2004, les radiations volontaires ont légèrement augmenté, soit +1,86% au regard de la même période en 2003.

Toujours en juin, le greffe a radié d'office 2 378 entreprises du Registre du commerce, soit une baisse de 32,63% par rapport à juin 2003. En revanche, le greffe a mené des opérations d'apurement tout au long du 1<sup>er</sup> semestre 2004, qui ont abouti à la radiation d'office de 10 665 entreprises, soit une hausse de 58,12% par rapport à la même période en 2003.

Au total, 15 983 entreprises ont disparu du Registre du commerce parisien au premier semestre 2004, soit +33,60% au regard du premier semestre 2003.

*NB : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...*

Radiations sur déclaration du Registre du commerce	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>5 318</b>	<b>758</b>
<b>2003</b>	5 221	699
Evolution en %	<b>+1,86%</b>	<b>+8,44%</b>

Radiations d'office du Registre du commerce	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>10 665</b>	<b>2 378</b>
<b>2003</b>	6 745	3 530
Evolution en %	<b>58,12%</b>	<b>-32,63%</b>



## INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES OU CREDITS BANCAIRES : LA TENDANCE DU MOIS

**Hausse des inscriptions relatives aux investissements des entreprises :  
+4,99% en juin 2004 (par rapport à juin 2003)**

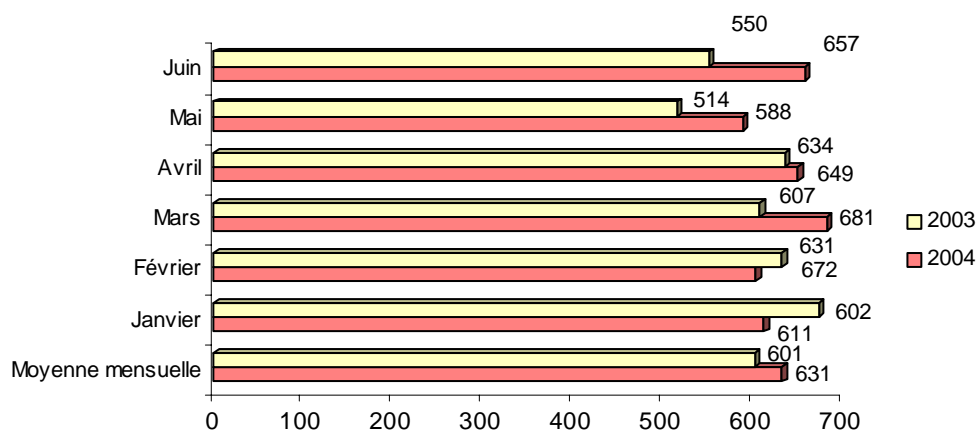
**Une confiance accrue des entrepreneurs et des établissements financiers à leur égard :  
Hausse des inscriptions correspondant à l'octroi de prêts bancaires aux entrepreneurs :  
+18,00% en juin 2004 (par rapport à juin 2003)**

En juin 2004, l'augmentation des inscriptions de nantissement de fonds de commerce et outillage, soit +4,99%, témoignent du dynamisme des investissements réalisés par les entreprises. Au premier semestre 2004, ces inscriptions ont gagné +19,45% (au regard de la même période en 2003).

Toujours en juin, 603 entrepreneurs ont obtenu un prêt bancaire (soit +18,00% par rapport à juin 2003) pour acquérir un fonds de commerce ou rénover un local commercial. Au regard de 2003, les établissements financiers ont accordé aux entrepreneurs davantage de prêts en 2004, soit +4,59%.

Inscriptions de nantissement de fonds de commerce et outillage	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>3 789</b>	<b>657</b>
<b>2003</b>	3 608	550
Evolution en %	<b>+19,45%</b>	<b>+4,99%</b>

Inscriptions de nantissements correspondant à l'octroi de prêts bancaires	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>3 462</b>	<b>603</b>
<b>2003</b>	3 310	511
Evolution en %	<b>+4,59%</b>	<b>+18,00%</b>





## ENDETTEMENT FISCAL ET SOCIAL : LA TENDANCE ANNUELLE

**Légère hausse des inscriptions de privilèges du Trésor public : +1,88%**  
(pour les 6 premiers mois de 2004, au regard de la même période en 2003)

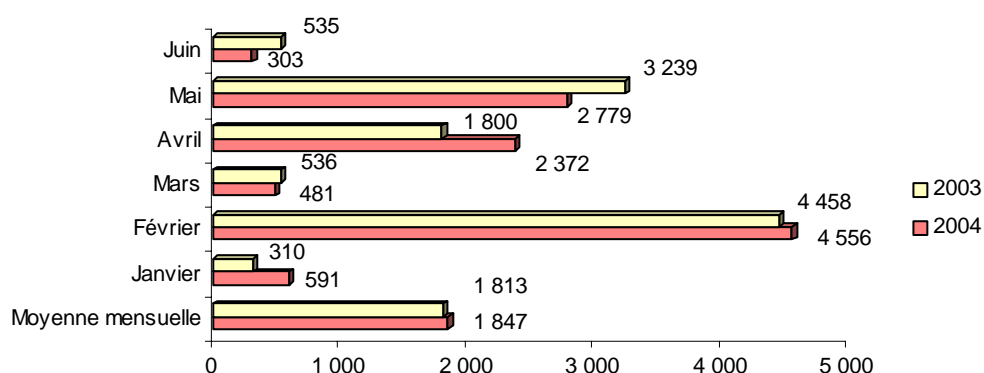
**Baisse des inscriptions de privilèges de la sécurité sociale : -10,38%**  
(pour les 6 premiers mois de 2004, au regard de la même période en 2003)

**11 082 inscriptions de privilèges ont été prises par le Trésor public** auprès du greffe en 2004, soit une légère hausse de +1,88% par rapport à la même période en 2003. En valeur, les dettes fiscales cumulées par les entrepreneurs en 2004 subissent une baisse de 19,91% au regard de la même période en 2003.

En juin 2004, le volume d'inscriptions de privilèges du Trésor public diminue de 43,36% par rapport à juin 2003.

Inscriptions de privilèges du Trésor public	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>11 082</b>	<b>303</b>
<b>2003</b>	10 878	535
Evolution en %	<b>+1,88%</b>	<b>-43,36%</b>
Variation du montant cumulé des sommes conservées par le greffe	<b>-19,91%</b>	<b>-67,64%</b>

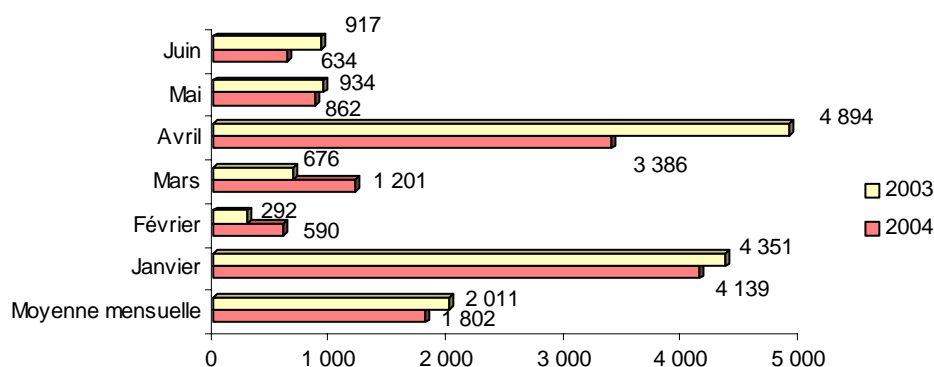
### Inscriptions de privilèges du Trésor public



**En 2004, l'Urssaf a inscrit 10 812 inscriptions de privilèges** auprès du greffe, soit une baisse de 10,38% par rapport à la même période en 2003. En valeur, la dette sociale cumulée par les entrepreneurs diminue de 11,22% au 1<sup>er</sup> semestre 2004 (en comparaison avec le premier semestre 2003).

Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale	Janvier à juin 2004	Juin 2004
<b>2004</b>	<b>10 812</b>	<b>634</b>
<b>2003</b>	12 064	917
Evolution en %	<b>-10,38%</b>	<b>-30,86%</b>
Variation du montant cumulé des sommes conservées par le greffe	<b>Diminution de 11,22%</b>	<b>Diminution de 3,58%</b>

## Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale



NB : Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

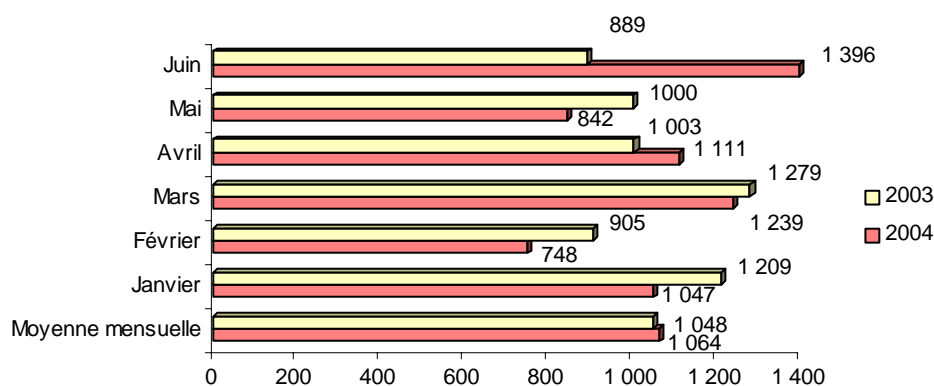


## REQUETES EN INJONCTION DE PAYER : LA TENDANCE ANNUELLE

**Hausse de 1,56% en 2004 (pour les six premiers mois)  
(par rapport à la même période en 2003)**

En 2004, 6 383 requêtes en injonction de payer ont été présentées au Président du Tribunal de commerce de Paris, soit une hausse de +1,56% au regard de la même période en 2003. En juin 2004, les requêtes en injonction de payer augmentent de 1,56%.

Dépôt de requêtes en injonction de payer	Janvier à juin 2004	Juin 2004
<b>2004</b>	<b>6 383</b>	<b>1 396</b>
<b>2003</b>	6 285	889
<b>Evolution en %</b>	<b>+1,56%</b>	<b>+57,03%</b>



NB : L'injonction de payer est une procédure rapide, simple et peu coûteuse, qui doit permettre à une entreprise titulaire d'une créance indiscutable de récupérer les sommes que lui doivent ses clients. La procédure consiste à adresser au greffe du tribunal de commerce du ressort du domicile du débiteur une requête qui sera présentée au Président du tribunal de commerce. Si la demande paraît fondée, le juge rend une ordonnance enjoignant au débiteur de payer les sommes réclamées.



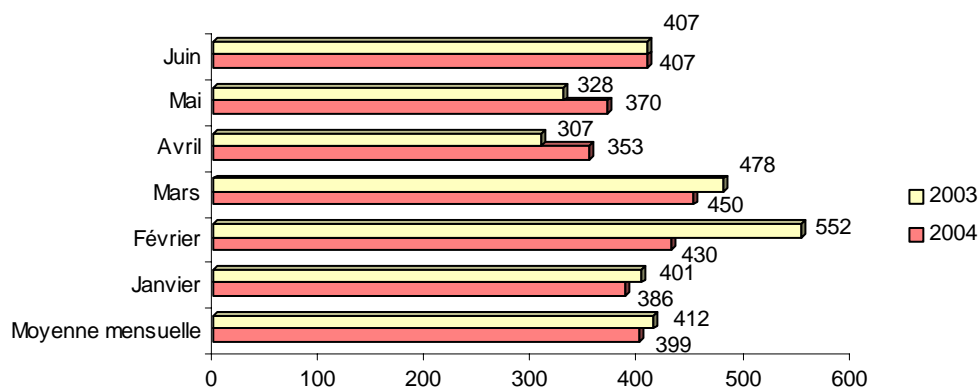
## JUGEMENTS D'OUVERTURE DE PROCEDURES COLLECTIVES (REDRESSEMENTS ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES) : LA TENDANCE DU MOIS

**Jugements d'ouverture stables en juin 2004,  
un passif cumulé plus faible (-12,43%)  
et moins de salariés concernés (-55,33%)  
(par rapport à juin 2003)**

En juin 2004, 407 décisions d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire ont été rendues par les Juges du Tribunal de commerce de Paris, soit le même nombre qu'en juin 2003. En 2004, les jugements d'ouverture de procédures collectives diminuent de 3,11% au regard de la même période en 2003.

Jugement d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires	Janvier à juin 2004	Juin 2004
<b>2004</b>	<b>2 396</b>	<b>407</b>
<b>2003</b>	<b>2 473</b>	<b>407</b>
<b>Evolution en %</b>	<b>-3,11%</b>	<b>0%</b>
<b>Emplois concernés En données corrigées*</b>	<b>Baisse de -9,77%</b> <b>Baisse de -18,52%</b>	<b>Baisse de -55,33%</b> <b>Baisse de -61,21%</b>
<b>Passif cumulé déclaré En données corrigées*</b>	<b>Augmentation de +5,88%</b> <b>Baisse de -6,99%</b>	<b>Baisse de -12,43%</b> <b>Baisse de -45,19%</b>

\* Les données corrigées excluent les passifs déclarés et les effectifs salariés revêtant un caractère exceptionnel, qui ont automatiquement une incidence sur les chiffres du mois.



### ❖ Baisse du passif cumulé déclaré au greffe

Les entreprises défailtantes ont déclaré un passif cumulé de 79 000 000 € en juin 2004, en baisse de 12,43% par rapport à juin 2003. Le passif moyen s'élève à 193 911 € par entreprise en juin 2004, en baisse de 12,5% par rapport à juin 2003.

Au premier semestre 2004, le passif cumulé global augmente de +5,88% au regard de la même période en 2003.

### ❖ Baisse des effectifs salariés directement concernés par les ouvertures de procédures collectives

Le mois dernier, 767 salariés ont été directement touchés par les jugements d'ouverture, soit une baisse de 55,33% par rapport à juin 2003. Cette tendance à la baisse se confirme également pour le premier semestre 2004 : 6 288 emplois concernés, contre 6 969 (en 2003, pour la même période), soit une baisse de 9,77%.




En juin 2004, les secteurs d'activité les plus concernés sont :

- Commerce : 30% des effectifs
- Services aux entreprises : 20% des effectifs
- Construction : 15% des effectifs
- Industrie manufacturière : 15%

Le mois dernier, le Tribunal de commerce a prononcé l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre de quatre entreprises importantes :

- 3 entreprises exercent leur activité dans le domaine du luxe (fabrication et/ou commercialisation de bijoux, parfums, articles de mode, maroquinerie, prêt à porter). Ces trois entreprises sont en redressement judiciaire. Elles emploient 82 personnes, et ont cumulé un passif de 13 500 000 €
- 1 entreprise, mise en liquidation judiciaire, qui exerçait dans le domaine du tourisme, employait 19 salariés et avait cumulé un passif de 1 600 000 €.

*NB : les données corrigées excluent ces quatre entreprises.*

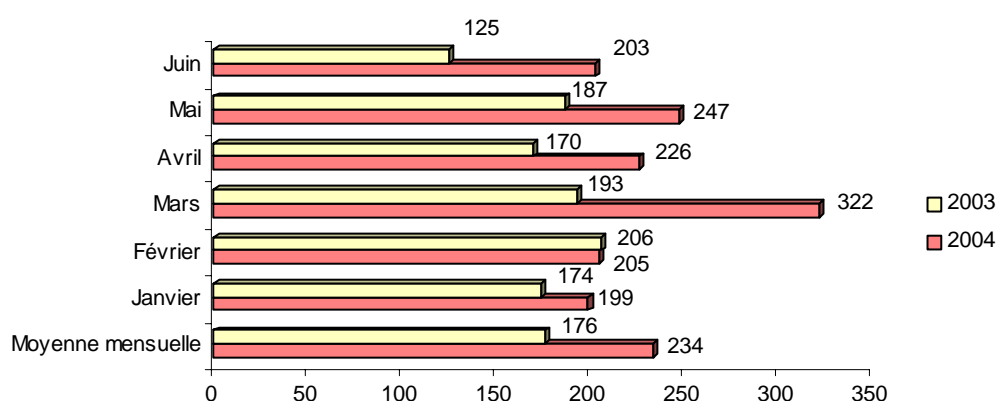


### PREVENTION DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES : LA TENDANCE DU MOIS

**Augmentation du nombre de détections d'entreprises potentiellement en difficulté : +62,40% (par rapport à juin 2003)**  
**Augmentation du nombre d'entretiens accordés par les Juges de la Prévention : +20,63% (par rapport à juin 2003)**

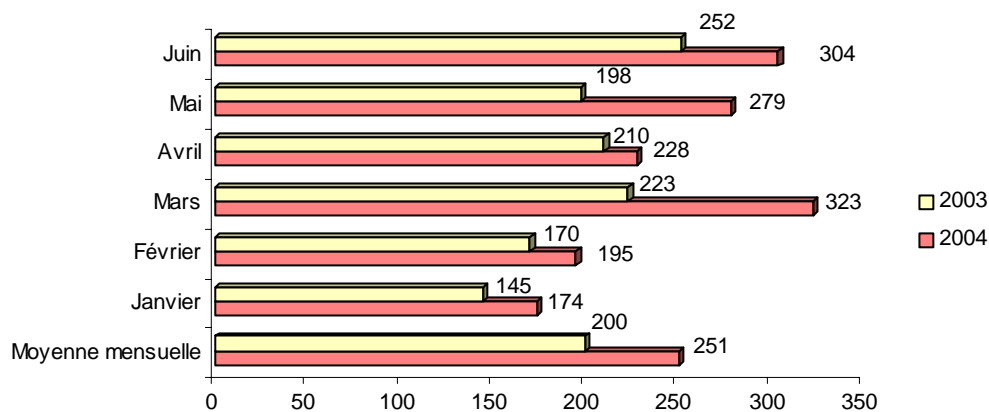
En juin 2004, 203 nouvelles entreprises parisiennes potentiellement en difficulté ont été détectées par le greffe, soit +62,40% par rapport à juin 2003. Pour les six premiers mois de 2004, le greffe a détecté 1 402 entreprises, soit une augmentation de 32,89%.

Dossiers ouverts dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>1 402</b>	<b>203</b>
<b>2003</b>	1 055	125
<b>Evolution en %</b>	<b>+32,89%</b>	<b>+62,40%</b>



En juin 2004, 304 chefs d'entreprises potentiellement en difficulté ont été entendus par les Juges de la Prévention, soit +20,63% par rapport à juin 2003. Durant ces entretiens, Juges et dirigeants font ensemble le point sur les difficultés rencontrées, puis le Juge oriente le dirigeant vers un professionnel judiciaire susceptible de l'épauler. Au premier semestre 2004, les entretiens accordés augmentent de 25,46% au regard de la même période en 2003.

Entretiens accordés aux dirigeants d'entreprises dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à juin	Juin
<b>2004</b>	<b>1 503</b>	<b>304</b>
<b>2003</b>	1 198	252
<b>Evolution en %</b>	<b>+25,46%</b>	<b>+20,63%</b>



#### ❖ Hausse des effectifs salariés concernés par la Prévention des difficultés

Tous dossiers confondus, 11 547 salariés étaient directement concernés par la Prévention des difficultés en juin 2004, soit une hausse de +20,76% par rapport à juin 2003.

- 35% des salariés travaillent dans le secteur des services aux entreprises
- 13% dans le secteur du commerce
- 12% dans l'industrie (hors agroalimentaire)
- 10% dans les services aux particuliers
- 30% dans les autres secteurs (construction, activités financières, transport, hôtellerie et restauration).

Le Tribunal de commerce de Paris se mobilise en faveur du sauvetage des entreprises dès les premières difficultés rencontrées. 90% des entreprises dont le dirigeant a été entendu ces derniers mois par les Juges de la Prévention étaient toujours en activité en juin.